

FICHE INITIATIVE INNOVANTE (FRANCE) DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE TERRITORIALE

L'INTERSECTORIALITÉ ET LA TERRITORIALITÉ AU CŒUR DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DU DÉPARTEMENT DU GARD



RÉSUMÉ

La Politique Alimentaire Départementale du Gard reflète l'évolution progressive de l'intervention de la collectivité départementale au regard des enjeux de société, évolution qui s'est traduite par le passage d'une intervention sectorielle agricole à une intervention globale et transversale pour la cohésion sociale et la solidarité territoriale dans l'objectif de « développer une agriculture durable au service de l'alimentation de qualité des Gardois ». Le Département a engagé cette évolution dès 2012 et s'est vu soutenu et reconnu pour sa Politique Alimentaire par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt dès 2014 dans le cadre de l'Appel à projet du Programme National pour l'Alimentation. A ce jour, cette politique présente deux caractéristiques principales :

L'intersectorialité : plusieurs services, œuvrant dans des domaines de compétences différents du Département, participent à la Politique Alimentaire et se trouvent sous l'autorité de la Vice-Présidente du Département déléguée à la qualité alimentaire. Multisectorielle, la Politique Alimentaire l'est également dans le cadre des partenariats avec les institutions, organismes professionnels et associations du territoire.

La territorialité : outre son propre engagement pour l'agriculture et l'alimentation, le Département accompagne l'émergence et le développement de Projets Alimentaires Territoriaux sur ses territoires et portés par des acteurs locaux.

A ce titre, la Politique Alimentaire Départementale s'articule autour de trois axes principaux d'intervention :

- La structuration d'une offre alimentaire de qualité sur le territoire ;
- L'accès des Gardois à une alimentation de qualité issue du territoire ;
- L'éducation à la consommation responsable et la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard.

L'ensemble de la Politique Alimentaire Départementale, de la construction à l'évaluation en passant par la mise en œuvre, se réalise dans le cadre d'un système de Gouvernance Alimentaire Gardoise composé de plusieurs instances multiparténariales pilotées par le Département.

fiche

septembre 2017

Directeur de publication:



irg

Institut de recherche et débat sur la gouvernance
Institute for Research and Debate on Governance

GouTer (Gouvernance territoriale des systèmes alimentaires) est un projet de recherche-action de 3 ans (2016-2019), lauréat de l'appel à projet « Systèmes alimentaires innovants » de la Fondation Daniel et Nina Carasso.

Il est piloté par l'International Urban Food Network (IUFN), en partenariat avec l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), le Resource Centers on Urban Agriculture and Food Security Foundation (RUAF Foundation), l'Association des Régions de France (ARF) et l'association de Recherche et évaluation de solutions innovantes et sociales (RESOLIS).

Ce projet s'opérationnalise en partenariat avec 5 territoires pilotes en France : la Région Centre-Val de Loire, la Métropole de Bordeaux, la Ville de Lyon, le Pays des Châteaux et le Pays Loire Nature Touraine.

Le projet GouTer part du constat que l'orchestration d'une transition vers un système alimentaire durable, requiert une nouvelle forme de pilotage des initiatives et politiques alimentaires, qui fait aujourd'hui défaut. Il vise à renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gouvernance alimentaire, afin de faciliter le déploiement des projets alimentaires (PAT) et systèmes alimentaires (SAT) territorialisés, promus aux niveaux étatique et régional, à travers :

- une **sensibilisation** des acteurs territoriaux à la notion de gouvernance alimentaire territoriale à travers la réalisation d'un état des lieux des pratiques innovantes en la matière en France et à l'international ;

- une **co-construction et expérimentation** de nouveaux mécanismes de gouvernance alimentaire locale adapté à chaque territoire pilote ;

- **l'élaboration d'outils méthodologiques** facilitant la mise en œuvre de dispositifs de gouvernance alimentaire territoriale.

Le programme de travail s'organise en trois phases principales :

- Phase 1 - Caractérisation des enjeux et analyse d'expériences existantes de gouvernance alimentaire innovantes

- Phase 2 - Préfiguration d'un dispositif opérationnel de gouvernance alimentaire territoriale

- Phase 3 - Capitalisation et valorisation opérationnelle du projet.



CONTEXTE D'ÉMERGENCE DE L'INITIATIVE

L'agriculture est une richesse multiple pour le territoire et un atout indispensable de son développement économique. Le Département du Gard, de par son antériorité en milieu rural et ses compétences, est un soutien historique du monde agricole gardois.

Ce soutien s'est rapidement orienté vers la promotion et le développement de l'agriculture durable, encouragé par des producteurs, des entreprises, des organismes professionnels et des acteurs locaux particulièrement dynamiques et impliqués sur les questions de l'agriculture et de l'alimentation durables.

En 2008, un audit de l'agriculture biologique gardoise est lancé et donne lieu à la co-construction et la mise en œuvre partenariale dès 2009 d'un Plan d'actions pluri-annuel de développement de l'agriculture biologique gardoise. Ce Plan Bio est rapidement suivi par le Plan d'actions Circuits de Proximité, construit sur le même modèle de gouvernance : groupes de travail multi-partenariaux, comités techniques avec les exploitations, entreprises, artisans, citoyens et comité de pilotage avec les représentants élus des structures impliquées.

Parallèlement, certains enjeux se sont révélés de plus en plus importants et indispensables à prendre en compte :

- les attentes des citoyens ont fortement augmenté en matière de santé, de développement équilibré du territoire et respectueux de l'environnement, de traçabilité des produits, de nouvelles modalités d'achat et de consommation, etc. ,

- les agriculteurs, à l'origine et en réponse à ces attentes, ont fait face à de nouveaux défis, tant en matière de préservation de l'environnement que d'organisation, de logistique et de ressource pour une commercialisation en circuits courts,

- les acteurs locaux, cherchant les moyens d'intervenir et les réponses à apporter à leurs citoyens, se sont mobilisés autour de ces questions,

- le Département lui-même a fait face à de profonds changements tant dans son environnement et son rôle institutionnels que dans son fonctionnement interne.

Ainsi, c'est à la croisée de l'ensemble de ces enjeux et dans l'objectif d'améliorer la qualité de vie des Gardois, que le Département du Gard a fait évoluer

sa politique agricole vers une nouvelle politique publique transversale et territoriale, sa Politique Alimentaire Départementale.

DESCRIPTION COMPLÈTE DE L'INITIATIVE

PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS

- Le Département, porteur de la Politique Alimentaire Départementale, configurée de la façon suivante :

La Politique Alimentaire est gérée en interne en mode projet.

Portage politique par M. Denis BOUAD, Président du Département, et Mme Cathy CHAULET, Vice-Présidente du Département déléguée à la Qualité Alimentaire, délégation spécifique regroupant l'ensemble des interventions de la collectivité en matière d'alimentation au sens large.

Pilotage administratif par la Mission Qualité Alimentaire rattachée à la Direction Générale Adjointe Développement et Cadre de Vie du Département, en charge des partenariats avec les collectivités et les acteurs du territoire (établissements publics, institutions, professionnels, associatifs, etc.), des dispositifs d'intervention spécifiques et de la coordination des interventions des services du Département en matière d'alimentation.

Interventions du Département en lien avec la Politique Alimentaire de différents services, dans leurs domaines de compétences respectifs (urbanisme, éducation, restauration, environnement, laboratoire, insertion, accompagnement social, ...).

Des instances de travail et de dialogue internes, politiques et techniques, autour de la Politique Alimentaire.

Des instances partenariales, à l'échelle du Département et déclinées par territoire, d'échanges, d'information, de partage d'expérience et de définition d'actions à mettre en œuvre dans le cadre de la Politique Alimentaire Départementale et des Projets Alimentaires Gardois.

- Les organismes professionnels et associations du territoire, partenaires du Département et de sa Politique Alimentaire à plusieurs égards : relais des acteurs économiques et professionnels, de leurs



besoins, attentes et de leurs projets, ils participent activement par leurs connaissances du territoire et leurs compétences à la construction des dispositifs d'intervention du Département. Animateurs du territoire, ils accompagnent également à l'émergence, au montage et à la mise en œuvre des actions et des projets alimentaires du territoire avec le Département.

- Les territoires de projets, Syndicats Mixtes de Pays, Pôles d'équilibre territorial et rural, Parcs, etc. Partenaires du Département, d'une part dans le soutien aux actions et projets alimentaires du Gard, d'autre part dans le cadre de leurs propre Projets Alimentaires (accompagnement par le Département et les organismes professionnels partenaires).
- Les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale, partenaires du Département pour le déploiement de leurs Projets Alimentaires Territoriaux.
- Les associations et collectifs de citoyens en tant que porteurs de projets ; les citoyens Gardois, dans le cadre de leur engagement à consommer mieux et en tant que bénéficiaire direct de la politique du Département.
- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt Occitanie, soutien du Département pour le déploiement de sa Politique Alimentaire Départementale et des territoires Gardois pour le déploiement de leurs Projets Alimentaires Territoriaux.
- La Région Occitanie, partenaire historique du Département, notamment dans le cadre des interventions de soutien aux exploitations et entreprises agricoles et agroalimentaires du territoire dans le cadre du Programme de Développement Rural.

ACTIVITÉS MENÉES ET MESURES ADOPTÉES (RÉORGANISATION DES SERVICES DE LA COLLECTIVITÉ, INSTAURATION D'UN DIALOGUE PLURI-ACTEURS, ORGANISATION D'ÉVÈNEMENTS,...)

Dans l'objectif de renforcer l'intersectorialité de la politique (notamment interne) et sa territorialisation (projets territoriaux et gouvernance alimentaire gardoise), reconfiguration du service en charge de la Politique Alimentaire de 2012 à 2017 : d'abord service agriculture au sein de la direction du développement économique, puis service aménagement agricole et qualité alimentaire au sein de la direction de l'aménagement du territoire, enfin mission qualité alimentaire rattachée à la direction générale adjointe développement et cadre de vie.

Redéfinition et mise en œuvre des partenariats avec les organismes professionnels agricoles et les associations (Charte d'engagement) (2012 -2017), avec les territoires de projets (Convention de partenariat) (2014 – 2017), avec les collectivités territoriales porteuses de Projets Alimentaires (Convention de partenariat et d'accompagnement) (2015 – 2017).

Elaboration d'une plaquette et d'une vidéo de présentation de la Politique Alimentaire à destination des porteurs de projets et des Gardois (2015 -2016).

Organisation, participation et accueil de Colloques et Comités de pilotage relatifs à l'alimentation : Co-organisation avec la DDTM du Gard d'un colloque départemental sur l'approvisionnement local en restauration collective (février 2016) ; présentation de la Politique Alimentaire Départementale au CRALIM Languedoc-Roussillon 2015 et au premier Coralim Occitanie en 2016 ; participation aux comités de pilotage de l'étude MEDDE-IUFN « Impact des SAT » 2015-2016 ; participation au groupe de concertation du MAAF sur les PAT 2016-2017 ; accueil du premier Groupe d'Echanges de Pratiques du Réseau national pour un Projet Alimentaire Territorial co-construit et partagé (Rn PAT) en 2017...

Poursuite des actions sectorielles de soutien pour une alimentation de qualité accessible aux Gardois : unité de conditionnement de légumes pour les collèges du département, accompagnement des cuisiniers par une diététicienne, soutien aux projets de jardins collectifs, soutiens aux projets de transformation et de commercialisation des agriculteurs, soutien à la préservation des terres agricoles et à l'installation, ateliers d'insertion autour de l'alimentation, laboratoire départemental d'analyse, etc.

RÉSULTATS ET IMPACTS

Sur le processus de gouvernance alimentaire (dialogue pluri-acteurs, réorganisation administrative, ...) et sur les acteurs (évolution des positions, prise en compte de nouveaux acteurs,...)

Le positionnement, récent, de la mission en charge de la Politique Alimentaire permet une plus forte transversalité interne, notamment avec les services relevant d'autres Directions Générales Adjointes, et par conséquent une meilleure information et association d'acteurs aux rôles très différents sur le territoire.

L'implication des organismes professionnels et associations dans la Politique Alimentaire Départementale permet d'atteindre une efficacité satisfaisante dans le ciblage des dispositifs d'intervention (adaptation aux besoins) et la couverture territoriale des projets en émergence (partage collectif d'informations diffuses).

L'accompagnement des projets alimentaires gardois par le Département permet de renouer des liens parfois distendus au niveau de l'agriculture et de l'alimentation avec les collectivités et les citoyens. L'objectif étant de parvenir à une participation citoyenne à la Politique Alimentaire.

Sur les politiques alimentaires (nouvelles orientations/stratégie, nouvelles mesures,...)

Les réorientations, inévitables, des interventions du Département ont permis d'élargir le panel des bénéficiaires de la Politique Alimentaire, orientée de plus en plus vers les Gardois directement.

Sur la territorialisation du système alimentaire

La Politique Alimentaire a permis de faire émerger sur le territoire plusieurs Projets Alimentaires Territoriaux. Ces projets sont portés par différents types d'acteurs sur l'ensemble du territoire. Il permet donc de poursuivre l'objectif du Département d'assurer une territorialisation horizontale (plusieurs échelles de collectivités sur un même territoire) et verticale (maillage de l'ensemble du territoire).

PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET RÉSISTANCES

Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national), des principales parties prenantes et de leurs relations

Renforcer une politique multi-sectorielle et multi-partenariale à l'heure où nombre d'acteurs et d'institutions sont en reconfiguration, entraînant pour les partenaires des difficultés majeures de mobilisation de ressources dans des cadres d'intervention encore flous.

FACTEURS FAVORABLES

Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national)

Le portage politique fort du Président du Département et de la Vice-Présidente déléguée à la Qualité Alimentaire.

Le soutien de la DRAAF Languedoc-Roussillon et du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt à la mise en œuvre du projet (le Département du Gard a été lauréat de l'Appel à projet 2014 du Programme National pour l'Alimentation pour sa Politique Alimentaire Départementale).

La participation aux groupes de réflexion interministériels sur l'alimentation et les Projets Alimentaires Territoriaux.

L'implication en tant que membre fondateur du Réseau National des Projets Alimentaires Territoriaux (Rn PAT).

Au niveau des principales parties prenantes et de leurs relations

Des acteurs professionnels et associatifs très dynamiques et compétents en matière d'agriculture et d'alimentation durables.

Des collectivités et des acteurs de territoire volontaires et très impliqués dans la préservation de l'agriculture et l'accès à une alimentation de qualité pour les Gardois.

Autres

Une culture de vivre et un attachement particulier des Gardois à leur patrimoine gastronomique et leur territoire, ses paysages et son agriculture, une solidarité indispensable.

ENSEIGNEMENTS/RECOMMANDATIONS

Il n'y a pas de territoire « de prédilection », ni d'échelle géographique ou institutionnelle idéale pour porter un Projet Alimentaire Territorial. Il s'agit avant tout d'une volonté politique, d'une dynamique d'acteurs associatifs et/ou professionnels, d'un engagement citoyen.

De la même manière, il n'y a pas d'entrée unique ou préférable pour un tel projet. En revanche, l'ambition de transformer une action ponctuelle ou un ensemble d'actions diffuses en projet de territoire est indispensable.

RÉFÉRENCES ET CONTACTS

<http://www.gard.fr/autres-pages/moteur-de-recherche.html?q=Politique+Alimentaire>

<http://www.climattitude.gard.fr/je-consomme-local/>

<http://www.militantdugout.gard.fr/accueil.html>

http://www.gard.fr/fileadmin/mediatheque/documents/publications/Militant_du_Gout/Politique_alimentaire_CD_30_2016.pdf

<https://onpassealacte.fr/initiative.on-a-decide-de-faciliter-le-developpement-d'une-alimentation-de-qualite-sur-notre.93990387200.html>

<http://agriculture.gouv.fr/ancrage-territorial-de-lalimentation-zoom-sur-le-gard>

Contact:

Mission Politique Alimentaire Départementale- Direction Générale Adjointe Développement et Cadre de Vie – Département du Gard

Philippe Castanet : philippe.castanet@gard.fr

Anne-Sophie Leplat : anne-sophie.leplat@gard.fr

alimentation@gard.fr

